



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la légalité  
Bureau des procédures environnementales  
et de l'utilité publique**

**Arrêté préfectoral DL/BPEUP n° 2026- 26 du 26 février 2026  
modifiant l'arrêté préfectoral d'enregistrement DL/BPEUP n° 2019-029 du 27 février 2019  
de l'installation de stockage de déchets inertes exploitée par le SYDED  
au lieu-dit « les Écharabés » sur la commune de Châteauneuf-la-Forêt  
et en prorogeant l'exploitation jusqu'au 31 décembre 2030**

**Le préfet de la Haute-Vienne**

**Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu** le code de l'environnement et en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7 et R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 122-1 et suivants ;

**Vu** le code de justice administrative, notamment son Livre IV ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DRCLE n° 2007-2246 du 29 novembre 2007 d'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes pris pour application de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement, pour une durée de 11 ans et une capacité limitée à 11 000 m<sup>3</sup> soit 1 100 tonnes par an ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DL/BPEUP n° 2019-029 du 27 février 2019, d'enregistrement de l'installation de stockage de déchets inertes exploitée par le SYDED au lieu-dit « les Écharabés » sur la commune de Châteauneuf-la-Forêt prorogeant l'autorisation d'exploiter pour une durée de sept ans ;

**Vu** la demande du 31 octobre 2025 par laquelle le SYDED dont le siège social est situé Zone d'activités du Prouet - 59, rue de la Filature 87350 PANAZOL, sollicite l'autorisation de poursuivre son activité de stockage de déchets inertes au lieu-dit « les Écharabés » sur la commune de Châteauneuf-la-Forêt pour une échéance évaluée à fin 2030 au regard des apports actuels de déchets inertes en provenance des déchetteries exploitées par le SYDED ;

**Vu** le plan de relevé topographique établi le 18 mars 2025 par la société de géomètres experts SELARL BRISSET VEYRIER Mesures, sise 24, rue du 19 Mars 1962, 87350 PANAZOL, joint à l'appui de la demande susvisée ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 février 2026 ;

**Considérant** que la demande du SYDED constitue un porter à la connaissance du préfet de la Haute-Vienne d'une modification d'exploitation de son installation, en application de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'une prolongation de la durée d'exploitation, sans extension surfacique ni évolution des quantités acceptées, ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la demande de prorogation initiale ayant abouti à l'arrêté préfectoral d'enregistrement DL/BPEUP n° 2019-029 du 27 février 2019 susvisé a, en son temps, justifié du respect des prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés et que le respect de celles-ci suffisait à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que deux inspections diligentées par l'inspection des installations classées, les 19 avril 2018 et 21 octobre 2021 ont constaté la bonne tenue du site ;

**Considérant** que le report de l'échéance de fin d'exploitation au 31 décembre 2030 constitue la seule modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'enregistrement DL/BPEUP n° 2019-029 du 27 février 2019 susvisé ;

**Considérant** en particulier qu'il n'y aura pas de modification des conditions de remise en état, le profil topographique final n'étant pas modifié ;

**Considérant** que les enjeux réduits de la prorogation en termes de nuisances sonores et de circulation, n'imposent pas de prescriptions complémentaires pour lesquelles il serait nécessaire de consulter le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques selon la procédure prévue par l'article R. 512-46-17 ;

**Sur proposition** de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne,

### **Arrête**

#### **Article premier - prorogation de la durée d'exploitation**

L'arrêté préfectoral DL/BPEUP n° 2019-029 du 27 février 2019 susvisé à son chapitre « 1.1 Bénéficiaire et portée de l'enregistrement », et à son article « 1.1.1. Exploitant titulaire de l'enregistrement, durée, péremption », est modifié ainsi :

« L'installation de stockage de déchets inertes du SYDED, dont le siège social est situé Zone d'activités du Prouet – 59, rue de la Filature 87350 PANAZOL, ayant faisant l'objet de la demande susvisée du 31 octobre 2025, demeure enregistrée.

Cette installation est localisée sur le territoire de la commune de Châteauneuf-la-Forêt, au lieu-dit « Les Écharabés ». La situation de l'installation est détaillée au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'enregistrement est prorogé jusqu'au 31 décembre 2030.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives à la suite d'un constat de l'Inspection des installations classées ou d'une information de l'exploitant (cf. II. de l'article R. 512-74 du code de l'environnement). ».

#### **Article 2 - Notification**

Le présent arrêté est notifié au SYDED.

#### **Article 3 - Publicité**

Pour l'information des tiers :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Châteauneuf-la-Forêt et peut y être consultée ;
- 2° un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Châteauneuf-la-Forêt, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Vienne, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 4 - Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision, modifiant les dispositions d'une décision prise sur le fondement des articles L. 512-7-3 à L. 512-7-5 du même code, est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, et conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, elle peut être déférée auprès de la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Limoges – 2, cours Bugeaud CS 40410, 87000 LIMOGES CEDEX – ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de deux mois à compter du premier jour :

- a) de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article 3 du présent arrêté ;
- b) de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État prévue au 3° du même article ;

2° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours gracieux ou hiérarchique interrompt les délais mentionnés aux 1° et 2° supra.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de

quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

**Article 5 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Limoges, le 26 FEV. 2026

Le préfet,

Pour le préfet,  
le sous-préfet, secrétaire général

  
Laurent MONBRUN

Arrêté préfectoral DL/BPEUP n° 2026-26 du 26 FEV. 2026  
modifiant l'arrêté préfectoral d'enregistrement DL/BPEUP n° 2019-029 du 27 février 2019  
de l'installation de stockage de déchets inertes exploitée par le SYDED  
au lieu-dit « les Écharabés » sur la commune de Châteauneuf-la-Forêt